



Conseil municipal de la ville de Soorts- Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 08 juillet 2022 à 19h

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-deux et le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le premier juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 25

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT ; Caroline CABANAC-ESCANDE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

Ouverture de séance :

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir à tous, bonsoir à ceux qui nous suivent sur internet et au public présent.

C'est le dernier conseil avant la saison qui est déjà riche en événements et qui va nous permettre de nous retrouver, de partager des moments de convivialité.

La ville, en relation avec l'office de tourisme, les associations, les clubs et nos partenaires, a préparé un guide très complet. Je vous invite à aller voir sur le site de la mairie, de l'office ou même le récupérer directement sur place.

Ne manquez pas notre 14 juillet, surtout notre feu d'artifice qui n'avait pas eu lieu pendant 2 ans à cause de la COVID et, faites attention, le virus est assez présent et il recommence donc soyez prudents. Je m'adresse maintenant aux gens qui nous regardent et à ceux qui sont présents, vous avez des référents de quartier qui sont à votre disposition. Vous savez que l'été, nous avons pas mal de « visites » et si cet été, en tant que « voisins vigilants », vous vous rendez compte de quoi que ce soit, n'hésitez pas à les appeler pour éviter tout ce qui est vols, cambriolages ou détériorations. Nous sommes à votre disposition pour ce genre de chose.

Ordre du jour :

Approbation du Procès-verbal de la séance du 13 mai 2022 :

Avant d'entamer le conseil de ce soir, vous savez que nous devons voter le procès-verbal du conseil du 13 mai 2022 et je voulais savoir si vous aviez des observations ou des remarques ?

Nous allons donc passer au vote.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 2 abstentions, Catherine CERIZAY- MONTAUT et Emmanuelle BESCHERON.

Qui est pour ? 24

FINANCES :

1. Indexation des loyers communaux

Edouard DUPOUY :

Au 1^{er} juillet de chaque année civile, les loyers augmentent conformément à l'Indice de Référence des Loyers (IRL) du 1^{er} trimestre N -1.

Le Conseil Municipal doit voter cette indexation qui s'élève cette année à + 2.48 % (moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs).

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des questions, des remarques ?

Nous allons donc passer au vote.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ?

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 08 juillet 2022

Délibération n° 220708-001 : Indexation des loyers communaux

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

Au 1^{er} juillet de chaque année civile, les loyers augmentent conformément à l'Indice de Référence des Loyers (IRL).

Le Conseil Municipal doit voter cette indexation qui s'élève cette année à + 2.48 % (moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs).

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'appliquer, à compter du 1^{er} juillet 2022, une augmentation des loyers communaux conforme à l'Indice de Référence des Loyers du 1^{er} trimestre 2022, utilisant la moyenne de l'indice sur quatre trimestres consécutifs, soit une hausse de 2.48 %.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

2. Tarif d'occupation du domaine public

André JAKUBIEC :

Le Conseil doit se prononcer sur le tarif de redevance d'occupation du domaine public de la concession située au 36 rue des Landais et qui est actuellement occupée par JERRY Bike, au nom de Monsieur MALESYS.

Le montant prévu est de 4610€, ce qui est conforme à ce qui est demandé aux autres terrasses de la place des Landais et de la rue des Landais.

Je vous propose de voter ce montant.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Sa terrasse sert pour ses vélos ?

Christophe VIGNAUD :

Elle sert pour récupérer les vélos qu'il loue et ensuite il les rentre dans la boutique.

Henri ARBEILLE :

La terrasse sert d'interface pour la prise en main des vélos. Les gens les prennent là, mais ils sont préparés à l'intérieur.

Christophe VIGNAUD :

C'était une question très pertinente car nous n'avons pas le droit de descendre la place à vélo et, c'est la raison pour laquelle les gens viennent normalement par le côté les ramener.

Enfin, j'ai visionné la vidéosurveillance aujourd'hui et il y avait beaucoup de vélos en bas.

Est-ce qu'il y a d'autres remarques ? Bien, on va passer au vote.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 juillet 2022

Délibération n°220807-002 : Tarifs d'occupation du domaine public

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

VU la délibération en date du 7 mai 2021 relative aux délégations données au Maire, notamment en ce qui concerne les tarifs et le louage des choses,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission « Développement économique - Espaces concédés »,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le conseil municipal*

PRÉCISE que les tarifs de moins de 2 500 € ainsi que les attributions des concessions ont été fixés par décision du Maire du 6 octobre 2021 prise en application de l'article L 2122-22 du CGCT et de la délibération s'y rapportant en date du 7 mai 2021.

FIXE le tarif suivant :

Emplacement concession domaine public	Titre	Prénom	Nom	Montant 2022
36, rue des Landais	Monsieur	Jérémie	MALESYS	4 610,00€

PRÉCISE que les tarifs de la place des Landais seront calculés en fonction de la date du début des travaux.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

URBANISME :

3. Désaffectation et déclassement de la partie de desserte vendue à la SAS LYL

Maëlle DUBOSC-PAYSAN :

Par délibération en date du 4 février 2022, la commune a acté la cession à la SAS LYL d'une partie de la parcelle AP 126 pour une superficie de 800 m² afin de rendre plus accessibles les livraisons.

Aussi, au regard de l'article L 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques, cette partie de parcelle fait partie du domaine public de la commune. En effet, il y est indiqué que le domaine public d'une personne publique est constitué des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct, soit affectés à un service public dans le cadre d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public.

A ce titre, elle doit être donc être désaffectée de son usage et déclassée au titre des articles L.2141-1 et suivants du CG3P.

La commune n'en a pas usage puisque ce bouclage routier n'a jamais été réalisé sur l'extension n°2 de la zone d'activité, car chaque lot est parfaitement desservi. Pour rappel, cette parcelle qui fait office de voirie ne dessert que la SAS LYL.

Il est proposé au conseil municipal de :

Constater la désaffectation de la parcelle AP126p cédée à SAS LYL de son usage de desserte vers la SAS LYL

D'approuver son déclassement du domaine public de la commune pour faire entrer dans le domaine privé afin de le céder dans les termes de la délibération du 4 février 2022

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à cette affaire.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ?

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 08 juillet 2022

Délibération n°220708-003 : Désaffectation et déclassement de la parcelle BN 126p en vue de la cession à la SAS LYL

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

VU la délibération en date du 4 février 2022 portant sur la cession d'une partie de la parcelle cadastrée AP 126p,

VU les articles L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la consistance du domaine public,

VU les articles L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques portant sur la désaffectation et le déclassement du domaine public,

Par délibération en date du 4 février 2022, la commune a acté la cession à la SAS LYL d'une partie de la parcelle AP 126p pour une superficie de 800 m² afin de rendre plus l'accès plus commode pour les livraisons.

Aussi, au regard de l'article L. 2111-1 du code général de la propriété des personnes publiques, cette partie de parcelle fait partie du domaine public de la commune. En effet, il y est indiqué que le domaine public d'une personne publique est constitué des biens lui appartenant qui sont soit affectés à l'usage direct, soit affectés à un service public dans le cadre d'un aménagement indispensable à l'exécution des missions de ce service public.

A ce titre, elle doit être donc être désaffectée de son usage et déclassée au titre des articles L.2141-1 et suivants du CG3P.

La commune n'en a pas usage puisque ce bouclage routier Nord n'a jamais été réalisé sur l'extension n°2 de la zone d'activité, car chaque lot est parfaitement desservi. Pour rappel, cette parcelle qui fait office de voirie ne dessert que la SAS LYL.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

CONSTATE la désaffectation de la parcelle AP126p cédée à SAS LYL de son usage de desserte vers la SAS LYL.

APPROUVE son déclassement du domaine public de la commune pour la faire entrer dans le domaine privé afin de la céder dans les termes de la délibération du 4 février 2022.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte relatif à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

Christophe VIGNAUD :

J'ai oublié une chose en début de conseil, vous êtes d'accord sur le fait que Quentin BENCHETRIT soit le secrétaire de séance ? Parfait.

Le point étant approuvé nous pouvons passer à la suite.

4. Établissement Public Foncier « LANDES FONCIER » : Signature d'une convention de mise à disposition

L'EPFL est une aide du département qui permet d'acheter pour le compte de la commune. Cet article-là est un rattrapage de l'action qui avait été menée en 2019, lorsque la municipalité avait acheté un bien avenue de la Bécasse, dans un projet global qui devait s'intégrer au projet d'aménagement et, qui a dû être abandonné. La commune avait donc fait appel à l'EPFL qui avait porté ce projet.

Il devait y avoir une convention de signée, ce qui n'a pas été fait. Je vous demande donc ce soir d'approuver cela afin que tout soit en règle. Nous devrions sortir de l'EPFL en 2024, au terme. Il s'agit de cette fameuse maison « Bonhomme » qui a été portée par le département.

Est-ce que vous avez des questions sur le sujet ?

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Vu que nous n'avons pas signé la convention en temps et heure, cela ne repousse pas le délai ?

Christophe VIGNAUD :

Non, ça ne rejait pas sur la durée de l'emprunt, ni sur son échéance.

Passons au vote.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 juillet 2022

**Délibération n° 220708-004 : Etablissement Public Foncier Local "LANDES FONCIER" :
signature d'une convention de mise à disposition**

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

L'Etablissement Public Foncier Local "LANDES FONCIER" est habilité pour le compte des collectivités adhérentes à procéder à toutes acquisitions immobilières et foncières en vue de préparer la réalisation d'actions et opérations d'aménagement au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme.

Dans le cadre de cette mission, l'EPFL "LANDES FONCIER" a acquis, à l'amiable et par acte notarié du 23 juillet 2019, sur la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, une propriété bâtie composée d'une maison à usage d'habitation ancienne avec grange non attenante et terrain autour.

Cette propriété bâtie est située au 667, avenue de la Bécasse au cadastre de ladite Commune et a été acquise pour le compte de la Commune de SOORTS HOSSEGOR, et est cadastrée section AX n°94 (ex AX n°90p), soit une contenance totale de 2 173 m2.

Le bien est appelé à devenir la propriété de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR.

Conformément au B du Chapitre III du règlement intérieur dudit établissement, la Commune demande la mise à disposition de cet immeuble avant d'en devenir propriétaire.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le projet de convention à intervenir entre L'EPFL « LANDES FONCIER » et la Commune de SOORTS-HOSSEGOR

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention et d'en poursuivre l'exécution,

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

5. Lancement de la procédure de délégation de service public pour les concessions de plage

Christophe VIGNAUD :

Les contrats de délégation de service public en cours pour les plages arrivent à échéance le 31 décembre 2022. Il convient donc de relancer cette procédure de mise en concurrence pour les 2 ans qu'ils nous restent puisque le contrat nous emmène à échéance en 2024.

Cela correspond à nos cabanes de plage uniquement et je vais juste vous donner le planning et le retroplanning du lancement de cette DSP.

Fin juillet, nous allons envoyer le cahier des charges et le règlement de consultation pour la relecture puis validation de la part des exploitants.

Première semaine de septembre lancement de la procédure de DSP qui va être ouverte pour l'ensemble des cabanes à tout le monde, ceux qui exploitent et ceux qui éventuellement souhaiterait exploiter pour les 2 ans qui restent.

Fin octobre, il va y avoir la remise des plis des candidats

Première semaine de novembre, la commission ouvrira les plis et analysera les candidatures.

Troisième semaine de novembre, la commission de DSP analysera les offres et entre fin novembre et courant décembre il y aura les négociations et le choix des candidats.

La négociation est obligatoire, dans chaque DSP nous avons une obligation de négocier qui sera donc jusqu'à fin décembre (2 mois incompressibles).

Au Conseil municipal de janvier nous présenterons le choix des candidats et nous signerons les contrats. Les notifications se feront courant janvier.

Voilà pour les 2 ans qui arrivent. Vous avez lu ou entendu que la DDTM devait mettre un terme à l'exploitation de ces cabanes.

Nous sommes actuellement sur des négociations, un contrat de 2 ans et la commission mettra une option éventuelle de 1, 2 ou 3 ans comme nous le souhaitons, pour les prochains candidats. Cela étant, la négociation qui s'arrête en 2024 devrait nous donner état auprès de la DDTM afin de savoir ce que nous souhaitons faire.

Nous souhaitons continuer mais la DDTM souhaite mettre en application un article de 2019 dans le but de retirer toutes les exploitations qui ont un lien direct sur la plage (leur espace), c'est-à-dire sur les exploitations de surf et de restauration.

Il semblerait que pour la première partie, c'est à dire le surf, la DDTM est beaucoup plus à l'écoute. En ce qui concerne la 2^e, c'est à dire l'exploitation des cabanes de restauration, ils sont dans une logique et dans une idée dogmatique de les enlever.

Pour cela, j'ai rendez-vous le 11 juillet, donc la semaine prochaine avec la DDTM. Ce rdv est à Dax, à la sous-préfecture en compagnie du maire de Seignosse pour essayer de discuter et de faire comprendre que c'est quelque chose d'important pour la ville. Je ne parle pas qu'en termes de revenus, je parle aussi en termes d'emplois, d'implantation et d'offres pour les personnes qui y vivent, comme nous mais aussi pour nos touristes.

C'est important de démontrer aussi que ce qui a été proposé par la DDTM pour l'implantation a été respecté, l'environnement a été protégé. Tout a été fait dans les règles, il n'y a pas eu de débordement. On veut surtout démontrer que ce qui a été accordé est une chose qui est importante pour nous tous et qu'il serait intéressant de voir s'il était possible de continuer à travailler de cette façon-là.

Toutes les règles qui avaient été proposées et mises en place autour d'un arrêté ont été respectées par les exploitants ainsi que par la mairie puisque, chaque exploitation est retirée de son implantation

à la fin de la saison. Elles sont là du mois d'avril jusqu'au mois d'octobre, ce qui nous est autorisé. On ne dénature pas la nature, on protège !

Ensuite, j'ai un 2e rendez-vous qui a été reporté, nous attendons la date avec le cabinet de la Première ministre pour leur parler aussi de ce sujet.

C'est quelque chose qui est très important pour nous, vous le savez puisque nous avons tous utilisé plus ou moins ces cabanes et je pense que c'est important de se lier avec la ville de Seignosse qui elle, pour votre information, s'arrête à la fin de cette année. Nous essaierons donc de faire entendre que ce qui a été mis en place est correct et dans les règles.

Patrice BIANCONE :

Est-ce qu'on peut savoir pourquoi la DDTM ne se réveille qu'aujourd'hui et veut appliquer cet article qui date de 2019 et pourquoi elle ne l'a pas fait avant ?

Henri ARBEILLE :

Ce n'est pas nouveau, déjà sous l'ancienne mandature nous avons été retoqués en nous disant qu'effectivement sur les années à suivre il n'y aurait pas de prolongation. Capbreton a vu le coup venir et ils se sont repliés sur le domaine municipal. De notre côté cela va être très compliqué donc je suis plutôt inquiet.

Christophe VIGNAUD :

Par rapport à Capbreton, c'est vrai qu'ils ont une solution de repli, nous n'en avons pas !

Si vous voulez boire un verre de rosé sur le parking de la gravière, je ne vois aucun intérêt puisque le but est quand même d'aller voir la mer et le Sunset.

Même chose en ce qui concerne les « culs nus », pareil en ce qui concerne les autres cabanes qui elles, devraient être retirées et devraient être par exemple, sur la promenade de la centrale comme la cabane de Flo ou la cabane du Hossegor Sauvetage Côtier. Nous avons tout de même pas mal d'activités avec les cabanes.

Aujourd'hui ils essaient de mettre en application un décret qui a été fait en 2019 et a été mis entre parenthèses pendant la période COVID.

On est sur une remise à plat de tout cela et sur toute la côte ouest, nous sommes sous pression. Nous ferons ce qu'il faut pour essayer de se faire entendre mais, ça ne va pas être facile.

Patrice BIANCONE :

Cela vise à protéger la dune.

Christophe VIGNAUD :

C'est pour protéger la nature. La dune, c'est encore un autre secteur qui n'a rien à voir.

L'idée est de dire que cela nuit à plein de choses... au fait d'aller correctement à la plage parce qu'en fait, ils nous demandent dans l'arrêté qu'on ait un chemin facile d'accès pour les gens qui vont se baigner. Sur nos plages, vous avez des chemins faciles pour accéder. Ils demandent aussi de faire attention aux déchets, le traitement de nos déchets se fait régulièrement, il n'y a pas de nuisance à ce niveau-là.

Donc c'est juste du dogmatisme qui est mis en place et qui fait que l'on souhaite retirer ce genre de chose. En revanche, ils « garderaient » les cabanes de surf, disant que cela peut être un appui au niveau de la sécurité. Et il est vrai que les écoles de surf sont présentes relativement longtemps, le matin tôt jusqu'au soir en fonction des marées. Aussi peut-être une utilité en plus des MNS pour récupérer les gens qui sont en difficulté dans les baignades ou autre.

Affaire à suivre, ce n'est pas fini et ça va durer.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

C'est vrai qu'on a des exemples chaque année de surfeurs qui sauvent des gens en difficultés. Pas que dans notre commune d'ailleurs.

Christophe VIGNAUD :

A priori on devrait garder cette partie-là (surf), je dis bien, on devrait !

C'est donc l'autre partie qui nous intéresse sachant qu'en plus, l'état prend 30% sans rien faire sur cette partie-là.

Nous allons voter si vous êtes d'accord.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 8 juillet 2022

**Délibération n°220708-005 : Lancement de la procédure de délégation de service public
pour les concessions de plage**

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

La commune de Soorts-Hossegor, station classée, connaît une très forte affluence de population durant la période estivale (3537 habitants à l'année contre environ 30 000 à 40 000 personnes l'été).

Si les commerces et les activités se développent aux alentours du front de mer, la commune souhaite également promouvoir l'attractivité de ses 1 160 000 m² de plages en offrant au public des services et animations au plus proche de l'océan.

Par délibération en date du 29 mai 2015 le Conseil Municipal de Soorts-Hossegor sollicite l'obtention des concessions pour une durée de 6 ans.

Monsieur le Préfet des Landes a délivré un arrêté de concession des plages de l'Etat en faveur de la commune de Soorts-Hossegor pour une durée de 6 ans et ceci pour dix concessions.

Le concessionnaire est autorisé à occuper une partie de l'espace concédé, pour y installer et exploiter des activités destinées à répondre aux besoins du service public balnéaire. Ces activités doivent avoir un rapport direct avec l'exploitation de la plage et être compatibles avec le maintien de l'usage libre et gratuit des plages, les impératifs de préservation des sites et paysages du littoral et des ressources biologiques ainsi qu'avec la vocation des espaces terrestres avoisinants.

L'article R2124-14 du CG3P prévoit que le concessionnaire, en l'espèce, la commune de Soorts-Hossegor peut confier à un ou plusieurs sous-traitants, par des conventions d'exploitation, tout ou partie des activités mentionnées à l'article R. 2124-13 ainsi que la perception des recettes correspondantes.

Les contrats de délégation de service public en cours arrivant à échéance au 31 décembre 2022, il convient de relancer la procédure de mise en concurrence.

Présentation des lots (les superficies sont calculées en m².)

Plage	Lot	Nature activité	Superficie maximum d'emprise au sol	Dont superficie maximum bâti	Dont superficie maximum terrasse	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
des naturistes nord	1	Ecole de surf	70	45	25	30	100
des naturistes	2	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	140	60	90	200	350
des naturistes sud	3	Ecole de surf	35			15	50
de la gravière	4	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	140	60	90	200	350
de la gravière	5	Ecole de surf	35			15	50
du boiteux nord	6	Ecole de surf	35			15	50

du boiteux sud	7	Ecole de surf	35			15	50
centrale	8	Location parasols et transats de plage et vente d'articles de plage	40	15	25	200	240
Sud	9	Snack sur place ou à emporter	40	15	25	20	60

Plage	Lot	Nature de l'activité	Superficie maximum bâti	Superficie bassin	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
plage sud	10	Club de plage	60	130	510	700

De par sa nature, la gestion d'un service de plage s'apparente à une mission de service public balnéaire.

L'article L 1411-4 du code général des collectivités territoriales prévoit que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leur groupement et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local. Elles statuent au vu d'un rapport joint en annexe. Ce rapport présente :

- les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.
- les différents modes de gestion possibles (régie directe, régie autonome, régie personnalisée, gestion déléguée).

La commune ne dispose pas des compétences et ressources humaines nécessaires à la gestion des concessions de plage et ne souhaite pas les acquérir.

La gestion sous forme de délégation de service public imposée par l'article R 2124-31 du CG3P et L. 1411-1 du CGCT présente les principaux avantages suivants :

- Un large transfert des risques et des responsabilités vers le délégataire ;
- Le bénéfice de l'expertise et de l'expérience d'un prestataire privé quelle qu'en soit sa nature (société, association...),
- Une maîtrise du service par le contrôle du délégataire.

Au regard de ces avantages et des considérations rappelées ci-avant il est proposé de recourir à une gestion sous forme de délégation de service public pour l'exploitation des activités de plage.

L'attribution de la DSP fait suite à une procédure de publicité permettant la présentation de plusieurs offres concurrentes. La commission de délégation de services publics, créée par délibération en date du 13 janvier 2017, dresse la liste des candidats admis à présenter des offres, offres qui sont ensuite librement négociées par le maire qui choisit le délégataire et signe la convention DSP après son approbation par délibération du conseil municipal.

Vu les articles L 1411-1 et s du code général des collectivités territoriales,

Considérant l'exposé de monsieur le maire ci-dessus,

Considérant la convocation des membres du comité technique à la séance du 9 mars 2022 à laquelle est porté à l'ordre du jour le principe de lancement de la DSP pour les concessions de plage,

*Après avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le lancement d'une délégation de service public pour les concessions de plage de la commune de Soorts-Hossegor.

AUTORISE monsieur le maire ou son représentant :

- A accomplir les formalités nécessaires à la sélection du délégataire, notamment l'appel des candidatures, le recueil des offres, leur examen par la commission de DSP, leur négociation ainsi que la préparation de choix du délégataire à soumettre ultérieurement au conseil municipal.
- A signer tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

6. Lancement de l'aide « bourse aux permis »

Caroline CHABRES-DUC :

Le permis de conduire, au même titre que le logement ou l'emploi, est un incontestable facteur d'insertion sociale et professionnelle, principal moyen d'accéder à l'autonomie par le déplacement. Son obtention représente une dépense conséquente qui peut constituer un frein pour les plus fragiles économiquement.

Afin de favoriser l'accès à la mobilité, la commune s'engage aux côtés des jeunes en complément du dispositif « Pack XL » du Département.

En échange de 40 heures d'activités bénévoles à vocation citoyenne effectuées par le jeune, ou la justification de la réalisation d'un engagement citoyen (conditions en annexe), la commune prend financièrement à sa charge une partie du coût du permis de conduire, dans la limite de 250 €. Cette aide municipale vient compléter celle du Département, d'un maximum de 450 €, les aides étant directement versées au jeune.

Outre un objectif d'accompagnement dans l'autonomie des jeunes, cette initiative remplit un objectif d'intégration sociale par la mise en relation des jeunes avec le tissu associatif de leur lieu de vie, et de lutte contre l'insécurité routière en réduisant le nombre de jeunes conduisant sans permis.

A travers cette démarche la commune de Soorts-Hossegor souhaite développer cet engagement citoyen.

Dans ce cadre, la commune fixe le montant de l'aide à l'obtention du permis de conduire pour les jeunes de 15 à 30 ans dans la limite de 250€ et ce, sans condition de ressources. Cette aide financière est proposée aux personnes résidentes de Soorts-Hossegor.

L'aide sera octroyée une fois que le dossier aura été validé par le Département et les dossiers seront étudiés semestriellement par la collectivité.

Le bénéficiaire s'engage à fournir les documents nécessaires à l'instruction de la demande d'aide financière et notamment l'attestation de passage à l'examen du permis de conduire.

Il convient donc que le conseil municipal approuve ces modalités.

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des observations, des questions ?

Patrice BIANCONE :

Cela concerne combien de jeunes par an ?

Caroline CHABRES-DUC :

Nous n'avons pas vraiment de retour pour le moment. L'année dernière cela n'a concerné que trois jeunes. L'engagement citoyen étant obligatoire sous une forme ou sous une autre, pour le moment cela n'a pas....

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

L'engagement citoyen, les 40 heures se font sur la commune ou dans tout le département ?

Caroline CHABRES-DUC :

Comme cela concerne les jeunes de 15 à 30 ans, par exemple un étudiant qui est à Bordeaux, il peut faire son engagement citoyen à Bordeaux et s'il est de Soorts-Hossegor il recevra l'aide. C'est le département qui décide.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Et quel type d'engagement citoyen attend-on ?

Caroline CHABRES-DUC :

Par exemple un jeune qui est bénévole au rugby, qui entraîne des petits ou un jeune qui est pompier volontaire... Du moment que ça ne comble pas un emploi et que c'est vraiment bénévole. C'est 40 h minimum sur 2 mois et ça peut aller jusqu'à 9 mois s'ils veulent faire 50 h.

Christophe VIGNAUD :

Nous passons donc au vote.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 juillet 2022

Délibération n° 220708-006 : Bourse au permis de conduire

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

Le permis de conduire, au même titre que le logement ou l'emploi, est un incontestable facteur d'insertion sociale et professionnelle, principal moyen d'accéder à l'autonomie par le déplacement. Son obtention représente une dépense conséquente qui peut constituer un frein pour les plus fragiles économiquement.

Afin de favoriser l'accès à la mobilité, la Commune de Soorts-Hossegor souhaite s'engager aux côtés des jeunes en complément du dispositif « Pack XL » du Département.

En échange de 40 heures d'activités bénévoles à vocation citoyenne effectuées par le jeune, ou la justification de la réalisation d'un engagement citoyen (conditions en annexe), la commune prend financièrement à sa charge une partie du coût du permis de conduire, dans la limite de 250 €. Cette aide municipale vient compléter celle du Département, d'un maximum de 450 €, les aides étant directement versées au jeune.

Outre un objectif d'accompagnement dans l'autonomie des jeunes, cette initiative remplit un objectif d'intégration sociale par la mise en relation des jeunes avec le tissu associatif de leur lieu de vie, et de lutte contre l'insécurité routière en réduisant le nombre de jeunes conduisant sans permis.

A travers cette démarche, la Commune de Soorts-Hossegor souhaite développer cet engagement citoyen.

Dans ce cadre, la Commune fixe le montant de l'aide à l'obtention du permis de conduire pour les jeunes de 15 à 30 ans dans la limite de 250 € et ce, sans condition de ressources. Cette aide financière est proposée aux personnes résidentes de Soorts-Hossegor.

Les dossiers seront étudiés semestriellement ; le bénéficiaire s'engage à fournir les documents nécessaires à l'instruction de la demande d'aide financière et notamment l'attestation de passage à l'examen du permis de conduire.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

ACCEPTE de valider le principe de cette bourse au permis de conduire.

APPROUVE le principe d'attribution d'une aide à hauteur de 250 € de la dépense dans le cadre d'un parcours complet « permis de conduire ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

7. Tarifs abonnement Trinquet

Christophe VIGNAUD :

Comme vous le savez le Trinquet de Soorts et son restaurant ont réouvert. A la demande pertinente d'un élu, nous avons demandé aux délégataires de revoir les tarifs. Il est revenu vers nous avec des tarifs adaptés, des tarifs de groupe, des tarifs régressifs en fonction de la fréquentation et du nombre d'heures que vous réservez etc...

Je pense que vous avez pu lire les propositions et c'est vrai que c'est assez explicite. Les tarifs qui sont proposés restent dans la norme des tarifs qui sont en vigueur dans les Trinquets de la région. C'était aussi très important, je me souviens de la question de Catherine CERIZAY-MONTAUT la dernière fois sur le taux horaire.

Vous avez un ensemble de propositions que je ne vais pas détailler ici mais qui permettent aux gens de pouvoir jouer et de réserver suivant leur envie et leur fréquentation.

Est-ce que vous êtes d'accord sur cette proposition et est-ce que vous avez des remarques par rapport à cela ?

On va donc passer au vote.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 juillet 2022

Délibération n° 220708-007 : Tarifs abonnement Trinquet

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

VU le contrat de délégation de service public approuvé par l'assemblée délibérante le 29 avril 2022,

VU la délibération 220513-010 en date du 13 mai 2022 relative à la tarification de location du Trinquet,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit approuver les tarifs de l'activité de cette délégation de service public,

CONSIDERANT qu'il convient de compléter l'offre tarifaire proposée,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

PROPOSE de fixer les tarifs comme suit :

▪ **Créneaux ASH :**

- **Mardi : 21h-22h**
- **Mercredi : 18h-22h**
- **Jeudi : 21h-22h**
- **Samedi matin (mis à disposition club Seignosse en échange mur à gauche) : 10h-12h**

Obligation de confirmer chaque semaine l'utilisation des créneaux (au moins 48h avant) sans quoi remise du créneau à la location sur l'application (proposition faite par l'ASH).

▪ **Abonnements / offres :**

○ **Abonnements : une heure réservée et payée pour une période**

- 1 Heure pleine à l'année : 880€
- 1 Heure creuse à l'année : 680€
- 1 Heure pleine au trimestre : 230€
- 1 Heure creuse au trimestre : 180€

○ **Adhérents : format crédits. Achat de crédits décomptés à chaque session. 4 crédits pour jouer sur 1 heure pleine, 3 crédits pour jouer sur 1 heure creuse. Ces crédits sont utilisés pour réserver les créneaux disponibles à la location, visibles directement sur le site internet ou l'application téléphone.**

- Carte 100 crédits (20 sessions HP ou 25 HC) : 80€
- Carte 200 crédits (40 sessions HP ou 50 HC) : 155€

○ **Libres : location sur créneaux libres, au tarifs indiqués. Possibilité de réserver un créneau en ligne (18€ heure pleine, 14€ heure creuse. A payer sur place)**

PRÉCISE que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

8. Gestion des Barthes : signature d'une convention tripartie entre la Fédération Départementale des chasseurs des Landes, l'association de chasse communale et la commune de Soorts-Hossegor

Christophe VIGNAUD :

Comme cela a été fait dans le passé, nous avons trouvé un accord avec nos amis de la chasse pour la gestion et l'entretien des Barthes.

Nous avons été sur place avant de signer cette convention pour voir leur travail, savoir comment ils procèdent et, ils nous proposent d'établir une convention sur 10 ans renouvelable par tacite reconduction pour cet entretien.

Vous devez m'autoriser à signer la convention afin qu'ils puissent entretenir les Barthes de notre commune.

Michel VILLEGER :

Ils entretiennent les Barthes avec gyrobroyeur une fois par an, ils coupent les roseaux par quart tous les ans car il faut laisser une partie en place. Dernièrement ils ont mis des vaches des marais qui mangent l'herbe. Elles sont cachées dans les roseaux. Ils font cela gratuitement pour 10 ans.

Christophe VIGNAUD :

On va passer au vote.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 08 juillet 2022

Délibération n°220708-008 : Gestion des Barthes : signature d'une convention tripartite entre la Fédération départementale des chasseurs des Landes, l'association de chasse communale et la Commune de Soorts-Hossegor.

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

Monsieur le Maire propose d'établir une convention avec la Fédération départementale des chasseurs des Landes, l'association communale de chasse et la Commune pour l'aménagement et la gestion des Barthes.

L'objectif est d'assurer la pérennité des travaux de dégagement et d'aménagement intervenus sur les Barthes et de mettre en place une gestion conservatrice de l'ensemble aménagé.

La Fédération départementale des chasseurs des Landes et l'association communale de chasse prendront en charge les opérations d'aménagement, d'entretien et d'étude des Barthes. Le pâturage d'entretien sera conduit et coordonné par la Fédération des chasseurs des Landes et l'association communale de chasse. Ces actions seront néanmoins définies annuellement en étroite collaboration avec la Commune.

La convention sera signée pour une durée de 10 ans et renouvelable par tacite reconduction.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire :

- À établir la convention tripartite Fédération départementale des chasseurs des Landes, l'association communale de chasse et Commune de Soorts-Hossegor, pour l'aménagement et la gestion des Barthes de Soorts.
 - À signer ladite convention.
-
- À intervenir et à signer toutes pièces et formalités s'y rapportant.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

9. Lancement de la procédure pour un bail emphytéotique administratif (B.E.A) pour le logement des saisonniers et des étudiants

Christophe VIGNAUD :

C'est un sujet très important, nous avons d'ailleurs eu une réunion publique sur les logements d'accession à la propriété et les logements sociaux cette semaine et, c'est vrai que les saisonniers et les étudiants c'est un problème, pas uniquement sur notre commune, mais dans tout le département. Depuis quelques temps, cela se durcit et nous avons beaucoup de mal à proposer des logements dignes de ce nom à ces travailleurs d'été.

Nous avons donc réfléchi à un modèle de gestion qui pourra, je l'espère, donner partiellement une solution à ces problématiques.

Le premier statut était d'avoir du foncier. Nous disposons d'un terrain à côté des logements du Pignada, dans la zone Pédebert. Avec à peu près un hectare et demi, qui sont boisés, dont une partie qui est constructive. Nous avons effectué un travail de bornage qui nous a permis de sortir, sans dénaturer le terrain et les bois qui s'y trouvent, une surface de 4567 m².

Nous avons demandé et nous déciderons de mettre des logements modulables et mobiles. Nous devrions avoir un minima de 70 logements. Chaque logement sera composé d'une chambre, de toilettes, d'une salle de bain et les parties communes seront sur d'autres endroits.

Les parties communes c'est à dire tout ce qui est cuisine, buanderie, un endroit pour se reposer ou travailler et une laverie.

Un gardien sera aussi présent, en tout cas ce sont les conditions du bail emphytéotique administratif que nous souhaitons mettre en place.

Tout cela sera donc mis en place par un opérateur, quelqu'un qui va opérer pour le compte de la commune et qui devra se conformer au cahier des charges. Cette personne sera choisie sur proposition de la commission qui étudiera les candidatures.

Pourquoi à ton fait un B.E.A ?

Cela nous permettra d'encadrer les loyers, la volonté c'est d'avoir un loyer de 500€ qui sera à la charge à la fois du saisonnier, et des employeurs. Le bail sera au nom de l'employeur pour lui donner la possibilité, si l'employé ne fait pas l'affaire, de pouvoir changer et de proposer un logement à son nouveau saisonnier. L'employeur sera garant de la personne qui sera placée dans ce logement.

La durée de location ne pourra pas excéder 10 mois, sinon c'est une location classique et on ne veut pas rentrer en concurrence avec les agences immobilières.

Seront aussi autorisées des locations étudiantes qui sont à la recherche de logement pour faire leur stage par exemple ou leur contrat en alternance.

Nous espérons que cette initiative pourra permettre aux exploitants de notre ville d'avoir des saisonniers plus nombreux et de qualité puisque, l'idée principale c'est de donner un logement digne de ce nom à des travailleurs qui ont des horaires assez difficiles et qui ont besoin de récupérer.

Nous pensons que, n'ayant pas de camping, c'était quelque chose que nous devions faire et donc, je demande au Conseil de m'autoriser à lancer cette procédure ainsi que la recherche d'intervenant et d'exploitant pour le compte de la commune.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Cet endroit est-il prévu pour autre chose ? Ce n'est pas là qu'on devait faire l'atelier association ?

Christophe VIGNAUD :

Vous voyez où sont les logements du Pignada ? Vous avez deux bâtiments qui sont l'un derrière l'autre, vous avez un parking, vous avez cet espace avec des arbres que nous allons conserver et puis après, vous avez tout l'espace derrière. Nous avons à peu près un hectare et demi de bois que personnellement je ne souhaite pas du tout enlever.

Donc sur le devant, après un bornage qui permettrait de le faire, il n'y avait pas d'autres projets là-dessus.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

70 lits c'est au maximum c'est ça ?

Christophe VIGNAUD :

Non, c'est au minima 70. Ou plus éventuellement plus si l'exploitant trouve des solutions.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Parce que ça semble peu finalement.

Christophe VIGNAUD :

Nous ne serons jamais à la mesure de ce dont on a besoin. Nous essayons de proposer cela en complément des offres qui sont offertes par les restaurateurs ou les hôteliers qui ont, eux, déjà fait de l'immobilier en achetant. Nous essayons de répondre en partie à une problématique commune chaque année, et de faire en sorte de donner la possibilité à des jeunes d'avoir un logement digne pendant la saison. Malheureusement, nous ne pourrons pas répondre à la demande totale des besoins saisonniers.

Michel VILLEGER :

Quel sera le type de constructions des logements ?

Christophe VIGNAUD :

Alors, je n'aime pas le mot mobil-homme mais ce seront des constructions que nous pourrons enlever. Cela respectera les règles qui nous sont chères du SPR et du PLUI.

Ce que l'on souhaite en tout cas, c'est un contrat qui sera signé pour 30 ans.

C'est le temps de l'investissement car ça va coûter cher, le temps que la personne qui va se proposer de faire cette opération puisse rentrer un peu dans ses frais et donc à l'issue de ça, on pourra enlever et récupérer le tout.

D'ailleurs avant de passer au vote, il n'y a pas de commission pour cela donc nous allons en créer une. Qui souhaitent participer ? Catherine CERIZAY-MONTAUT, Michel VILLEGER, Maëlle DUBOSC-PAYSAN et Patrice BIANCONE.

Henri ARBEILLE :

Il est trop tôt pour donner le nom de l'opérateur ?

Christophe VIGNAUD :

C'est vous qui allez le choisir aussi. Il n'y a pas d'opérateur pour le moment.

Henri ARBEILLE :

Il y en a un qui s'est déjà présenté il me semble. Qui est sur la commune déjà, il faut qu'on en parle.

Christophe VIGNAUD :

Non il n'y a pas d'opérateur, il y a une demande qui va être faite ...Que les choses soient claires, nous ne faisons pas ça pour quelqu'un.

Cela va passer par les règles que l'on s'est données depuis le début du mandat, ce sera diffusé sur les réseaux et sur les plateformes où les gens déposeront des offres et cette commission fera la sélection.

André JAKUBIEC :

Sachant que le projet s'inscrit sur la zone Pédebert qui est en gestion par la MACS, pourraient-ils s'y opposer ?

Christophe VIGNAUD :

Non car c'est un permis communal, cela n'a rien à voir mais tu as raison de poser la question.

Bien, pouvons-nous passer au vote ?

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 juillet 2022

Délibération n° 220708-009: Lancement de la procédure pour un bail emphytéotique administratif (B.E.A) pour le logement des saisonniers et des étudiants

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

L'augmentation du coût des loyers due à l'attractivité croissante de la commune ne permet plus aux personnes qui viennent passer la saison pour travailler sur la commune de se loger.

Les propriétaires des entreprises du secteur ne trouvent alors plus de saisonniers qui n'ont pas les moyens de s'installer sur notre commune. Outre le prix exorbitant des loyers, ils ne trouvent pas de logements pour la saison car ils sont tous loués à la semaine.

Hors saison, durant la période dite « creuse » les jeunes étudiants qui viennent faire des stages dans nos entreprises locales ne trouvent également pas de logements qui sont soit beaucoup trop chers soit inexistants, car mis à la location seulement pendant saison estivale.

Il est proposé de lancer un appel à candidature pour trouver un preneur à bail emphytéotique administratif (BEA) dont l'objet sera la construction et l'exploitation de logements destinés à des saisonniers et à des étudiants sous conventions de stages.

La commune mettra à disposition de l'emphytéote pour une durée de 30 ans, une parcelle de 4 567 m² située au 510 de l'avenue des Forgerons.

VU les articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,

VU l'exposé de Monsieur le Maire ci-dessus,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le lancement de cette procédure conformément au règlement de consultation et au projet de bail emphytéotique (ci-annexés) présentant les caractéristiques des prestations qui devront être assurées par le futur emphytéote.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à :

- accomplir les formalités nécessaires à la sélection de l'emphytéote, notamment l'appel des candidatures, le recueil des offres, leur négociation ainsi que la préparation de choix de l'emphytéote à soumettre ultérieurement au conseil municipal ;
- signer tout acte concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

10. Demande de subventions dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacements doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor

Christophe VIGNAUD :

Ce point a pour objet de vous demander si je peux solliciter des aides pour l'avenue de Bordeaux. Vous le savez nous allons entamer les travaux en janvier 2023, Nous avons déjà fait une première rencontre avec le maître d'œuvre cette semaine et les travaux seront effectués en 2 fois. Nous ferons en sorte que cette avenue soit plus sécurisée pour les voitures et pour les vélos. Le projet comprend de nombreux aménagements notamment pour la création d'une voie verte pour les vélos qui sera réalisée au maximum sur la voie existante puisqu'il y a de l'espace, Nous avons 10 mètres 50 d'espace à peu près sur les grandes voies. Le traitement des carrefours giratoires, l'élargissement des trottoirs et la végétalisation si nécessaire.

Le Conseil municipal doit m'autoriser à solliciter les subventions pour le projet de piste cyclable auprès de l'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine, le Département des Landes et tout autre financeurs public ou privé que nous pourrions trouver.

Est-ce qu'il y a des observations sur le sujet ?

Baudoin MERLET :

La MACS participe ? A hauteur de 450 000 € ?

Christophe VIGNAUD :

Elle participe à hauteur de 415 000 €

Baudoin MERLET :

Même si on le fait en 2 fois ?

Christophe VIGNAUD :

Absolument.

Henri ARBEILLE :

Comme tu le sais radio Hossegor fonctionne bien et on a eu pas mal de retour sur ce projet ou seront associés les habitants, c'est important.

Christophe VIGNAUD :

C'est une des questions qui a été posé lorsqu'on a fait la réunion avec le maître d'œuvre. La maîtrise d'œuvre ça a été le choix de l'opérateur, ensuite, nous avons eu des réunions d'informations avec lui, dialogué sur l'ensemble des choses sur lesquelles il devait travailler.

Il va y avoir des premières esquisses qui vont être faites et à l'issue de ces premières esquisses, il y aura une réunion publique, nous recueillerons les doléances, à savoir si elles pourront être satisfaites ou non, parce que peut-être que certains problèmes techniques ne permettront pas de la faire. Ensuite le maître d'œuvre fera appel aux entreprises et les travaux débiteront en janvier si tout va bien.

Est-ce que vous êtes d'accord pour que je puisse demander des subventions ?

Bien, on peut passer au vote ?

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 8 juillet 2022

Délibération n°220708-010 : Sollicitation de subventions dans le cadre de la sécurisation des modes de déplacement doux sur les axes allant du bourg de Soorts au centre-ville d'Hossegor.

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

La commune de Soorts-Hossegor, site inscrit, compte à l'année 3 782 habitants ; l'été sa population atteint 35 000 personnes.

La particularité de cette commune située sur le littoral landais est de posséder deux centres : le bourg de Soorts et la station balnéaire d'Hossegor. L'avenue de Bordeaux, est un axe de transition entre ces deux pôles qui connaît une circulation très importante. Avec l'afflux de population sur la commune en

période estivale, de nombreux cyclistes empruntent cette voie qui n'est pas aménagée pour recevoir ce flux en toute sécurité.

L'objectif principal est de sécuriser tous les modes de déplacements, permettre aux cyclistes et aux piétons de relier Soorts à Hossegor en toute sécurité, sur des voies qui connaissent des problèmes de vitesse et qui devront continuer à accueillir des flux de circulation importants et notamment des poids-lourds.

Ce projet comprend la création d'une voie verte qui sera réalisée au maximum sur la voie existante, le traitement des différents carrefours (giratoire, plateaux surélevés...), l'élargissement des trottoirs et la végétalisation si nécessaire.

Tous ces aménagements devront être conçus afin de répondre aux exigences du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics (PAVE) de la commune mis en place en application de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

S'ENGAGE à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés pour ce projet de création de pistes cyclables auprès :

- de l'Etat ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022

RESSOURCES HUMAINES :

11. Modification des modalités de versement de la prime de saison

Baudouin MERLET :

Il convient de modifier la délibération en date du 8 novembre 2019, relative au régime indemnitaire IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) et l'IAT (Indemnité d'administration et de technicité).

Dans le cadre de ce régime indemnitaire, une prime de saison était accordée aux agents qui travaillent les week-ends pendant une période de référence différente selon les services. Le comité technique à donner son accord sans aucune réserve.

Christophe VIGNAUD :

Etes-vous d'accord sur le principe que l'on modifie cela et que la prime de saison soit versée au mois d'octobre en une fois plutôt qu'en 2 fois comme auparavant ?

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 08 juillet 2022

Délibération n°220708- 011 : Modification partielle de la mise en œuvre de la prime de saison relevant du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel)

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers :

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

Monsieur le maire précise que, dans le cadre du régime indemnitaire versé aux agents, une prime de saison est accordée à ceux qui travaillent les week-ends pendant une période de référence différente selon les services (services techniques, service Régie et service Police Municipale).

Cette prime est versée via un complément d'IFSE (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) pour les services techniques et le service Régies et via une prime de saison pour le service de la police municipale.

VU la délibération du 13 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), et celle du 10 décembre 2021 portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable des membres du comité technique réunis le 09 mars 2022 ;

Il est proposé de modifier la mise en œuvre de cette prime de saison comme suit :

- Proratisation de la prime au réel en fonction du temps de présence de l'agent à partir du 1^{er} jour d'absence (et non plus doublé après le 4^{ème} jour), pour les agents qui sont en arrêt de maladie ordinaire ;
- Maintien de la prime aux agents qui sont en arrêt d'accident de travail (AT), sauf pour ceux qui n'ont travaillé aucun week-end durant la période de référence ;
- La prime sera versée en une seule fois au mois d'octobre de chaque année ;
- La prime ne sera plus indexée sur le coût de la vie.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le conseil municipal,

MODIFIE les délibérations des 29/05/2015, 13/01/2017 et 05/12/2019 comme suit :

Article 5. – Périodicité de versement de l'I.F.S.E. :

A l'instar de la Fonction Publique d'État, l'IFSE est versée selon un rythme mensuel.

Toutefois, pour les postes ci-dessous, l'IFSE est versée ponctuellement sur la base de l'exercice des fonctions :

- Agents du service Régie qui travaillent tout ou partie du week-end : l'IFSE complémentaire forfaitaire est versée au mois d'octobre et proratisée en fonction des jours d'arrêts maladies, en fonction du temps de présence de l'agent à partir du 1^{er} jour d'absence ;
- Tous les postes des services Espaces verts, Espaces Naturels, Propreté, Environnement, secrétariat de la police municipale, qui travaillent tout ou partie du week-end : l'IFSE complémentaire forfaitaire est versée au mois d'octobre et proratisée en fonction des jours d'arrêts maladies, en fonction du temps de présence de l'agent à partir du 1^{er} jour d'absence ;
- Tous les agents de la filière Police Municipale qui travaillent tout ou partie du week-end : l'IAT complémentaire forfaitaire est versée au mois d'octobre, et proratisée en fonction des jours d'arrêts maladies, en fonction du temps de présence de l'agent à partir du 1^{er} jour d'absence.

ABROGE l'indexation du montant de la prime annuelle sur le différentiel entre le taux d'inflation en France et le point d'indice de la Fonction Publique Territoriale (si l'augmentation de l'indice est plus élevé que le taux d'inflation, les primes ne seront pas revalorisées).

Le montant de cette prime de saison s'élève pour l'année 2022 à :

- Services Espaces verts, Espaces Naturels, Propreté, Environnement : 112 jours ; 356 €
- Services Police Municipale : 188 jours ; 600 €
- Service Régies : 217 jours ; 688 €
- Service accueil Police Municipale : 63 jours ; 201 €

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

12. Tableau des effectifs : ouverture et modifications

Baudouin MERLET :

Il ne s'agit pas d'ouverture de nouveaux postes au sens strict du terme. C'est simplement une délibération que propose sur l'accroissement et les grades 2022 dans le seul cadre de l'application lignes de gestion qui ont été votées en conseil municipal.

Christophe VIGNAUD :

Avez-vous des observations ? Parfait, votons.

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 08 juillet 2022

Délibération n°220708-012 : Ouvertures de postes et modification du tableau des effectifs

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir un poste à la suite de nomination via la promotion interne des catégories C, conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor ?

CONSIDÉRANT la volonté d'ouvrir des postes à la suite de nomination via les avancements de grades de l'année 2022 et conformément aux Lignes Directrices de Gestion de la Commune de Soorts-Hossegor.

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 1^{er} juin 2022,

Il convient d'ouvrir et de modifier les postes suivants :

- **3 postes d'Adjoint administratifs principaux de 1^{ère} classe :**
(en remplacement de 3 postes d'Adjoint administratifs principaux de 2^{ème} classe)
- **1 poste d'Agent social principal de 1^{ère} classe :**
(en remplacement d'un poste d'Agent social principal de 2^{ème} classe)

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier le tableau des effectifs en créant les postes suivants :

- 3 postes d'Adjoint administratifs principaux de 1^{ère} classe ;
- 1 poste d'Agent social principal de 1^{ère} classe.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

13. Délibération autorisant le recours aux apprentis

14. Délibération pour le recours aux stagiaires BAFA et instauration d'une gratification à hauteur de 400 € brut mensuel

15. Délibération pour le recours aux stagiaires de l'enseignement supérieur et instauration d'une gratification

Baudouin MERLET :

Je vais poursuivre car ce sont des questions de même nature. C'est une forme d'appui que la mairie souhaite apporter aux jeunes.

Il n'y a aucune obligation mais, nous avons décidé de le faire. Une commission RH spécifique à eu lieu pour ce point.

Nous faisons ça aussi pour nourrir les besoins que nous avons ciblé dans quelques domaines.

Le détail pourra vous être transmis si vous le souhaitez. Cela permet aussi de constituer un réservoir de candidats potentiels pour l'avenir afin de prévenir dès à présent des manques dans des activités qui sont très difficiles à trouver. Je pense aux espaces verts, à la menuiserie, etc. C'est pour cela que j'ai regroupé ces 3 sujets qui sont étroitement liés.

Christophe VIGNAUD :

Il va y avoir des apprentis qui vont avoir un contrat d'une durée de formation de 2 ans suivis par des tuteurs. La chose importante c'est qu'ils aient des tuteurs de qualité pour pouvoir progresser.

Vous savez qu'au niveau de la menuiserie, aujourd'hui nous avons 2 agents et il nous faut aussi préparer l'avenir et c'est la possibilité de le faire en ayant recours aux apprentis.

Ensuite pour les BAFA, puisque c'était un des points que Baudouin allait expliquer, la possibilité pour notre centre de loisirs d'avoir des jeunes qui peuvent nous aider spécifiquement pour la jeunesse l'été.

Il y a des formes de rémunération qui ne sont pas très chères, autour de 400€ pour un BAFA.

Et l'autre point pour donner le détail c'est quelqu'un qui va venir finir son diplôme. L'enseignement supérieur l'oblige à faire un stage qui est lié à ses études autour de la communication et de la presse et donc, nous allons l'employer cette année-là pour une période de 2 mois et qui aura une gratification de l'ordre de 530 € et il aura un lien avec l'organisation du centenaire.

Ce sont trois sujets différents mais qui sont en fait dans le même thème.

Baudouin MERLET :

Un point important c'est que nous n'avons aucune obligation juridique de les recruter à la fin.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Par rapport aux stagiaires BAFA, c'est 400€ pour le stage qui ne fait que 14 jours ou c'est 400€ mensuel ?

Christophe VIGNAUD :

En fait ils ont une formation générale de 8 jours, un stage pratique de 14 jours et une session d'approfondissement de 6 jours ou de qualification de 8 jours.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Donc ils ont 400 € pour 14 jours ?

Christophe VIGNAUD :

Pour le mois, pour l'ensemble de la formation.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Et pour les stagiaires de l'enseignement supérieur vous avez dit c'est 530 € par mois aussi ?

Christophe VIGNAUD :

Peu importe le service dans lequel ils sont.

Donc on va passer au vote. Est-ce qu'il y d'autres remarques ?

Qui est contre ? 0

Qui s'abstient ? 0

Qui est pour ? 26

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 08 juillet 2022

Délibération n°220708-013 : Recours aux contrats d'apprentissage

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code du travail,

VU la Loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la

formation professionnelle et modifiant le code du travail,
VU le Décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial
VU le Décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis
VU le Décret n° 2018-1340 du 28 décembre 2018 portant sur l'expérimentation relative à la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un professionnel de santé de la médecine de ville
VU le Décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial
VU le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
VU l'avis favorable donné par le Comité Technique du 9 mars 2022,

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus (sauf dérogation et via une convention pour les moins de 15 ans conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDÉRANT qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil municipal,*

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2022-2023, 2 contrats d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Espaces Verts	1	CAP/Bac Pro/BTS Travaux paysagers	2 ans
Menuiserie	1	CAP Menuisier Fabricant	2 ans

AUTORISE Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif

de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal
Séance du 08 juillet 2022**

Délibération n°220708-014 : Recours aux stagiaires du Brevet Aptitude Fonctions d'Animateurs (BAFA) et gratification

L'an deux mille vingt-deux, le huit juillet à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de SOORTS-HOSSEGOR, dûment convoqué le 1^{er} juillet deux mille vingt-deux, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie d'Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 21

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Baudoin MERLET, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES DUC, Gaëtane ARICKX, Paul GONCALVES, Mathieu PARAILLOUS, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents représentés : Sandrine BOMPAS a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Jean BELLOCQ a donné procuration à Mathilde VINTROU, Elsa BECKER a donné procuration à Edouard DUPOUY, David MINVIELLE a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE a donné procuration à Henri ARBEILLE.

Absents non représentés : Lionel BARBERIS.

Secrétaire : Quentin BENCHETRIT

Le Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) est un diplôme qui permet d'exercer la fonction d'animateur dans le cadre d'accueils collectifs de mineurs (colonie de vacances, centre de loisirs...).

Le jeune doit avoir au moins 17 ans, mais l'inscription administrative est autorisée 3 mois avant. L'obtention du BAFA est soumise à une formation théorique et pratique. Cette formation est payante, mais il est possible de bénéficier d'une aide financière.

La formation au BAFA a pour objectif de préparer le jeune à exercer les fonctions suivantes :

- assurer la sécurité physique et morale des mineurs et en particulier les sensibiliser aux risques liés aux conduites addictives ou aux comportements, notamment ceux liés à la sexualité ;
- participer à l'accueil, à la communication et au développement des relations entre les différents acteurs ;

- participer, au sein d'une équipe, à la mise en œuvre d'un projet pédagogique en cohérence avec le projet éducatif ;
- encadrer et animer la vie quotidienne et les activités ;
- accompagner les mineurs dans la réalisation de leurs projets.

La formation est composée de 3 étapes, deux sessions théoriques et un stage pratique se déroulant obligatoirement dans l'ordre suivant :

- Une session de formation générale de 8 jours ;
- Un stage pratique de 14 à 21 jours ;
- Une session d'approfondissement de 6 jours ou de qualification de 8 jours.

Dans ce cadre, il est précisé que le stagiaire peut effectuer son stage pratique de 14 jours dans une collectivité territoriale en tant que bénévole. Une convention « stage pratique BAFA » sera conclue entre l'autorité territoriale et le stagiaire BAFA. Le versement d'une gratification de 400€ brut au stagiaire.

Un tuteur sera désigné pour accompagner le jeune dans la partie pratique de son stage.

Dans l'éventualité où le nombre de jours de stage ne serait pas effectué en totalité, cette gratification ne sera pas versée par la Collectivité.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1, L. 1111-2 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles notamment ses articles D. 432-10 à D. 432-11 ;

Vu l'arrêté du 9 février 2007 fixant les titres et diplômes permettant d'exercer les fonctions d'animation et de direction en séjours de vacances, en accueils sans hébergement et en accueils de scoutisme ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 2015 relatif aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le conseil municipal,

APPROUVE la mise en place de ce dispositif dans les conditions précédemment énoncées.

AUTORISE le versement d'une gratification d'un montant de 400 euros brut au stagiaire.

DÉCIDE d'autoriser Monsieur le maire à signer une convention permettant au stagiaire BAFA d'effectuer son stage pratique dans la collectivité en tant que bénévole.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
 Au registre suivent les signatures,
 Pour extrait certifié conforme,
 A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 08 juillet 2022

Délibération n°220708-015 : Recours aux stagiaires de l'enseignement supérieur et instauration d'une gratification

VU le code de l'éducation et notamment les articles L. 124-18 et D. 124-6,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, articles 24 à 29,

VU la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,

VU la circulaire du 23 juillet 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial,

VU la circulaire du 4 novembre 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'Enseignement supérieur en stage dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics ne présentant pas de caractère industriel et commercial,

Monsieur le Maire, rappelle que des étudiants de l'enseignement supérieur peuvent être accueillis au sein de la collectivité pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

Monsieur le Maire, précise que le versement d'une gratification minimale à un stagiaire de l'enseignement supérieur est obligatoire lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou si au cours d'une même année scolaire ou universitaire, le stage se déroule sur une période de deux mois, consécutifs ou non. Les textes définissent le taux de gratification minimum.

Monsieur le Maire propose à l'organe délibérant de fixer comme suit les conditions dans lesquelles une contrepartie financière sera versée aux stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis au sein de la collectivité :

- Elle prend la forme d'une gratification (accordée en contrepartie de services effectivement rendus à la collectivité pour une durée supérieure à deux mois consécutifs ou non) dont le montant forfaitaire est déterminé par le montant minimal applicable par les textes en vigueur ;
- Son versement restera néanmoins conditionné à l'appréciation de l'autorité territoriale sur le travail fourni.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le recours aux stagiaires de l'enseignement supérieur.

DÉCIDE d'instituer le versement de la gratification minimale des stagiaires de l'enseignement supérieur fixée par les textes en vigueur lorsque la durée de stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non consécutifs sur une même année scolaire ou universitaire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 8 juillet 2022,

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

16. Décisions du maire

a) Marchés publics :

Christophe VIGNAUD :

Décision choix MO sécurisation mode de déplacement doux axe Soorts/Hossegor

Pour information, après la mise en concurrence au travers des supports classiques que nous utilisons, 7 entreprises ont répondu. Après concertation avec la commission en charge de la sélection, la société CAUROS, en application des critères énoncés dans le cahier des charges a été sélectionné.

L'offre de base pour des honoraires et de 79990€ hors taxe.

Nous avons d'ailleurs rencontré cette société cette semaine et travaillé avec elle sur le sujet.

Décision du marché du nettoyage du domaine public communal

Hormis notre service-technique, nous faisons appel à des société extérieures qui viennent en renfort, principalement l'été pour faire en sorte que notre commune et nos Halles soient propres.

Identique au sujet précédant, nous avons fait les demandes à travers les supports que nous avons, 3 entreprises ont répondu et nous avons sélectionné la société Suez Sud-ouest qui correspond mieux aux besoins de notre commune.

Il s'agit d'un marché à bons de commandes pour 1 an renouvelable. Sa tâche est de nettoyer les halles surtout en deuxième partie d'après-midi et de nettoyer le centre-ville en plus du travail des services technique.

Décision marché rénovation toiture et façades école maternelle de Soorts

Comme vous le savez peut-être l'école maternelle de Soorts avait besoin de rénovations importantes car on avait découvert un établissement qui n'était pas en grande forme, c'est le moins qu'on puisse dire. Comme dans tous marchés, nous avons eu une consultation au travers des supports habituels, et on a choisi pour le lot charpente/couverture, l'entreprise BAMA pour un montant de 27156 € HT et, pour les façades la société ARROKA pour un montant de 82196,78 € HT. Pour ce dernier, il va y avoir des allers retours afin qu'il soit à la demande de l'ABF pour que ce soit fait correctement. C'est l'ancienne salle des fêtes pour ceux qui connaissent. En tous cas, les travaux vont être fait et ils devraient commencer pendant les vacances.

Décision choix du prestataire documentaire 100 ans Hossegor

Vous savez que l'année prochaine nous fêtons les 100 ans de la ville d'Hossegor pas de Soorts-Hossegor donc de la première urbanisation de la ville d'Hossegor et il y a tout un programme qui vous sera ou a déjà été dévoilé pour certain mais qui sera dévoilé au public dans peu de temps. Le deadline sera en janvier lors des vœux ou l'on présentera tout le programme sur l'année. Ce n'est pas une opération, c'est une opération annuelle.

Pour cela, la commission qui a la charge de cet événement majeur considérait qu'il fallait réaliser un film documentaire pour parler de la ville d'Hossegor mais, qui ne soit pas rébarbatif, il ne fallait pas que ce soit quelque chose qui ne parle que du passé, il fallait aussi que ce soit tourné vers l'avenir.

Une consultation a été faite et la société de production retenue est ZADIG que vous avez peut-être vu puisqu'ils ont commencé à tourner ce weekend pour le salon du livre. Ils ont rencontré des personnes importantes qu'ils souhaitaient voir dans le documentaire. Nous avons donc signé un contrat avec eux pour un montant de 45000 € dont 5000 € qui sont pour les droits d'archives puisqu'on veut aussi faire un mélange avec l'ancien et le nouveau.

Ce sera un produit qui sera diffusable sur France 3 ou sur France 5 puisqu'ils ont aussi les compétences pour aller chercher ce genre de chose.

Décision du choix du prestataire feu d'artifice

Comme je l'ai dit en introduction, cela fait 2 ans que nous n'avons pas eu de feu d'artifice à cause de la COVID.

Il y a 3 entreprises qui ont candidaté et c'est la société ELLIPSE qui a été retenue. Pour information, je voudrais vous donner quelques détails techniques. La durée du feu d'artifice sera de 20 minutes, il y aura 27238 projectiles. Nous avons dépensé 12 083,33 € hors taxes pour ce feu d'artifice.

Espérons que cette année le temps soit de la partie, à priori oui, et que cela va permettre aux visiteurs et spectateurs de passer un bon moment.

b) Finances :

Tarifs Food-Trucks marchés nocturne

Vous savez que dimanche dernier, débutait le marché nocturne, c'est assez nouveau, il y a vingt-et-un exposants et deux Food-Trucks.

Nveau tarifs, le Food-Truck à 50 € par opération c'est-à-dire chaque dimanche. Ce qui représente 450 € par Food-Truck pour l'ensemble de la période.

Nous souhaitons proposer en même temps que ces exposants la possibilité d'avoir quelque chose à côté. C'est un moyen complémentaire que l'on a voulu mettre en place et, on verra à l'issue de la saison si c'est quelque chose de profitable et de pertinent pour la commune. On l'espère en tout cas.

c) Affaires Générales :

Licenciement de l'agent au poste de collaborateur de cabinet

Juste pour vous informer que notre ancienne collaboratrice de cabinet a saisi le tribunal administratif de Pau afin de faire annuler son licenciement et de tenter de faire requalifier son ancien CDD en CDI.

Nous on a mandaté notre avocat Maître LAVESSIERE pour nous représenter et nous défendre.

Attribution terrasse Jerry Bike

Chose qui a été évoquée par André JAKUBIEC. Juste prendre acte de l'attribution de cette terrasse sur le lieu indiqué Place des Landais. Nous avons voté tout à l'heure en début de conseil pour lui attribuer.

Décision cession droits d'auteur visuels Jumelage Taiarapu-Ouest - Soorts Hossegor

Lors de la venue de nos amis Tahitiens, nous avons fait réaliser un visuel, sur les kakémonos et nous avons souhaité le décliner en poster. Cela a été fait, ce sont des posters un peu en rond qui avaient été faits lors de l'exposition D'Eddy DE AZEVEDO. Donc il nous fallait demander à l'auteur de ce dessin, la

possibilité d'exploiter ce visuel, pour ce faire, nous allons lui verser une somme de 550€ pour l'exploitation du visuel. 200 posters ont été tirés et qui sont en vente à l'office de tourisme.

La moitié du fruit de cette vente qui est de 10 €, servira au voyage des enfants qui partiront à Tahiti en 2023. C'est en vente depuis la semaine dernière, et d'ailleurs, ça sera en vente aussi dimanche puisque à 11h une délégation tahitienne en collaboration avec le club de VA'A sera présente à Hossegor.

d) Affaires Sociales :

Relogement Véronique GOBERT

Nous avons effectué des travaux dans le logement de cette dame et avons dû la reloger le temps de les effectuer. Elle habitait rue des bucherons et nous lui avons mis à disposition avenue Maurice martin un T3 pour un montant de 412,46 euros charges comprises. Depuis elle a regagné son logement tout neuf.

Décision attribution logement communal LALANNE

Nous avons attribué un logement T2 à Julien LALANNE depuis le 15 mai pour un montant de loyer de 356 euros.

Décision attribution logement communal ROQUES et LATRILLE

La même chose pour ce couple, un T2 depuis le 15 mai et pour un montant de loyer de 356 euros.

Décision modificative montant du loyer d'un logement communal

La locataire ne payait plus son électricité et donc pour éviter d'autres coupures la municipalité s'engage directement avec EDF pour régler l'ensemble des factures que nous réintégrons dans le loyer qui est porté à 480 euros par mois.

Décision Tarifs Pôle Enfance Jeunesse-abrogation

Caroline CHABRES-DUC :

En fait il n'y a aucun changement par rapport aux données qui ont été votés la dernière fois, simplement la CAF nous a demandé de détailler les tableaux avec toutes les aides qui sont versés aux familles. C'est ce nouveau tableau qu'il faut mettre.

e) Cimetière :

Décision reprise concessions trentenaires échues cimetière

Juste pour vous informer que les concessions dont vous avez la liste sont arrivées à échéance et que la commune reprend ces emplacements.

17. Questions diverses :

Nous arrivons au terme de ce conseil, avez-vous des questions, des observations ?

Baudouin MERLET :

Je me suis déplacé dans le Sud-Ouest, dans des villages où la grêle a fait quelques dégâts et la question que je me posais c'est quand on a des dégâts de cette nature, comme ça ou même le feu, on peut

cibler qui, quand ce sont des choses qu'on ne maîtrise pas, quelle est la responsabilité en amont, pendant et après à tous les points de vue ?

Christophe VIGNAUD :

Alors il y a 2 choses. Lorsqu'il y a des opérations de ce type-là, il y a un Plan Communal de Sauvegarde qui a été mis en place, je pense que tu ne l'ignores pas d'ailleurs parce que tout le monde est concerné autour de la table.

C'est Quentin qui est le chef de file avec Damien, et ensuite il y a des répartitions par tâche.

Quand il y a une opération de ce type-là, le PCS se met en route et on va auprès des gens pour leur porter assistance, pour leur porter de l'eau et autre si besoin, des livres, les sortir de chez eux et ainsi de suite.

En ce qui concerne la responsabilité quand tu as par exemple la toiture qui est cassée ce n'est pas la municipalité, ils attendent un décret gouvernemental, par exemple : cet endroit-là est considéré comme catastrophe naturelle et donc là, les assurances pour locaux.

Nous en revanche, nos services techniques ainsi que les pompiers peuvent être mobilisés sur ordre du maire, pour mettre en sécurité l'ensemble des administrés.

Cela peut être sur une toiture qui est cassée, les employés des services techniques vont aller mettre des bâches pour protéger.

Baudouin MERLET :

Et le plan financier ?

Christophe VIGNAUD :

Ce sont les assurances qui paient.

Baudouin MERLET :

Même s'il y a des dégâts humains ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, même s'il y a des dégâts humains, la municipalité n'est pas en cause. Je pense que notre conseil est fini, il est 20h07 cela a été rapide.

Je vous souhaite de passer de bonnes vacances pour ceux qui en prennent, passez un bel été, profitez de notre belle commune, de nos plages, de nos restaurants.

Rendez-vous pour le prochain conseil le 30 septembre à 19h sauf cas exceptionnel et il y aura 15 jours avant la commission générale.

Merci bonne soirée et à très vite.

Adopté et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 30 septembre 2022

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

